COMMUNE DE MONTREUX

Séance du 21 mars 2018

Présidente	:	Mme Catherine BUCHET
Secrétaire suppléante	:	Mme Céline MORIER
Scrutateurs	:	M. Arnaud GRAND
		M. Anthony HUYS
Huissier	:	M. Jean-Michel TALON

Les membres du Conseil ont été régulièrement convoqués le mercredi 21 mars 2018 à 20h00, à l'Aula de Montreux-Est, rue de la Gare 33 à Montreux.

L'ordre du jour est le suivant :

1. Approbation des procès-verbaux des séances du 13 décembre 2017 et du 7 février 2018

2. Prestations de serment d'une conseillère ou d'un conseiller en remplacement de :

2.1 de M. Franklin Sauveur Zakine (UDC) démissionnaire ;

2.2 de M. Michel Granato (PLR) démissionnaire ;

3. Communications du Bureau notamment sur la composition

3.1 de la motion M. Emmanuel Gétaz « Pour éviter le risque du « tout ou rien », développons un plan B pour le Centre des congrès ». (Date de la commission : le jeudi 29 mars 2018 à 19h00, Villa Mounsey, rue du Marché 8 à Montreux) ;

3.2 du postulat M. Pierre Rais : « Etude en vue d'améliorer les liaisons piétonnes entre la gare de Montreux (avenue des Alpes) et la Grand'Rue ». (Date de la commission : le mercredi 4 avril 2018 à 19h00, à la rue de la Gare 30 à Montreux) ;

3.3 du postulat de M. Romain Pilloud : « Valoriser la monnaie locale pour promouvoir la vie économique locale ». (Date de la commission : le jeudi 26 avril 2018 à 19h00, Villa Mounsey, rue du Marché 8 à Montreux).

4. Correspondance

5. Communication de la Municipalité

6. Motions, postulats et interpellations déposés

7. Préavis de la Municipalité

- 7.1 No 03/2018 relatif à l'octroi d'un crédit d'investissement du patrimoine administratif de CHF 5'920'000.- TTC au maximum pour la requalification de l'espace routier des avenues de la Riviera et du Casino, l'abaissement de la chaussée au droit du passage inférieur de Bon-Port, afin d'adapter la hauteur du gabarit pour les poids lourds et les convois exceptionnels, ainsi que le renouvellement de la signalisation lumineuse des carrefours de la Paix et de Nestlé. (Date de la commission : mardi 27 mars 2018 à 19h00, à la rue de la Gare 30 à Montreux) ;
- 7.2 No 04/2018 relatif à l'octroi d'un crédit d'investissement du patrimoine administratif de CHF 194'000.- au maximum pour la réfection du mur situé sur la parcelle No 5856 sise à Glion et à l'acquisition, par donation, de ladite parcelle. (La date de la commission : lundi 26 mars 2018 à 20h00, à la rue de la Gare 30 à Montreux) ;
- 7.3 No 06/2018 relatif à la participation de la Commune de Montreux à la transformation et la rénovation de la Laiterie de Brent en centre socioculturel villageois, financée par un don de CHF 202'000.- à financer par crédit complémentaire au budget 2018 compensé par un prélèvement sur le Fonds Steinbach ; par un prêt de CHF 280'000.- à la Société Villageoise de Brent et Environs . (Date de la commission : lundi 26 mars 2018 à 19h00, Villa Mounsey, rue du Marché 8 à Montreux) :
- 7.4 No 07/2018 relatif à l'octroi d'une subvention complémentaire de CHF 100'000.- en faveur de l'Association 150 ans Montreux Gymnastique pour l'organisation de Montreux Acrobaties 2017. (Date de la commission : mercredi 28 mars 2018 à 19h00, Villa Mounsey, rue du Marché 8 à Montreux).

8. Rapport de la Municipalité

- 8.1 No 05/2018 relatif à la réponse au postulat de M. le Conseiller communal Patrick Aubort intitulée « Mettre à disposition des toitures de bâtiments communaux afin de permettre de produire de l'énergie photovoltaïque dans un esprit d'une collaboration public-privé », pris en considération le 3 décembre 2014. (Date de la commission : jeudi

19 avril 2018 à 19h45, à la Villa Mounsey, rue du Marché 8 à Montreux).

9. Développement(s) des motions et des postulats

9.1 Motion de M. Christophe Privet : « FET 2.0 » ;

9.2 Motion de M. Tal Luder : « Montreux Pass, gagnant – gagnant ».

10. Développement des interpellations et réponses de la Municipalité

11. Autres objets s'il y a lieu

Mme la Présidente Catherine Buchet déclare qu'il est 20h00 et prie l'assemblée de bien vouloir prendre place.

Sur la base de la liste de présence, le quorum étant atteint, l'assemblée peut valablement délibérer, 86 Conseillers sont présents. Quelques Conseillers se sont fait excuser. La séance est ouverte.

Présence :

86 Conseillères et Conseillers ont signé la liste de présence.

Ont fait excuser leur absence : Mme Julianne Baumann, Mme Carola Fastiggi, Mme Sandra Genier Müller, Mme Carole Grangier, Mme Obicna Huber, M. Olivier Blanc, M. Michel Bongard, M. François Cardinaux, M. Laurent Demartini, M. Alain Imhof, M. Christophe Lombardo, M. Claudio Mamarella

N'ont pas fait excuser leur absence : M. Patrick Grognoz, M. Bernard Schmid.

Mme la Présidente

Avant de débiter cette séance avec l'ordre du jour, j'aimerais vous montrer un petit film sur notre commune qui a été créé par les archives de Montreux, qui dirigées par Nicole Meystre.

Film d'une durée d'environ 4 minutes.

C'était un petit clin d'œil à notre histoire.

Applaudissements de la salle.

L'ordre du jour, tel que présenté, est accepté à l'unanimité.

**1. APPROBATION DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DU 13
DECEMBRE 2017 ET DU 7 FEVRIER 2018**

PV du 13 décembre 2017

Mme la Présidente

« Nous allons passer à l'approbation du PV du 13 décembre 2017. Je profite en introduction pour vous informer que le PV a été repris selon les enregistrements, aucuns documents transmis par les Conseillers n'étant à disposition. Il y a peut-être des erreurs de ponctuation ou d'autres erreurs. Nous avons reçu des corrections de Mme Brunner que je vais afficher ce qui évitera que nous passions en revue tous les textes qu'elle a lu au mois de décembre.

Est-ce que quelqu'un s'oppose à cette façon de faire ?

Afin d'approuver le PV, vous voyez en rouge les corrections que Mme Brunner désire faire approuver. Si vous souhaitez que je lise ces corrections merci de me le faire savoir. Ceci permettra ainsi d'approuver ce PV. Quelqu'un s'oppose-t'il à cette manière de procéder ?

Y a-t-il d'autres demandes de modifications de la part des Conseillers communaux ?»

M. Tal Luder

« Merci Mme la Présidente, il s'agit d'une petite modification de lieu en haut de la page 33. Il s'agit de la rue de l'Abeille et non pas de la Baye. »

La parole n'est plus demandée, la discussion est close.

Mme la Présidente

« Je propose le vote du PV à main levée. »

Le PV de décembre est accepté à la majorité, moins 1 abstention.

PV du 7 février 2018

Mme la Présidente

« Y-a-t-il des modifications à apporter au PV de Février ? »

Vote du PV à main levée

Le PV de février est accepté à la majorité, moins 2 abstentions.

Mme la Présidente

« Je vous remercie, les PV sont acceptés avec les modifications de Mme Brunner et de M. Luder. »

2. PRESTATION DE SERMENT D'UNE CONSEILLERE OU D'UN CONSEILLER EN REMPLACEMENT DE :

Mme la Présidente

« Avant de passer à la prestation de serment des nouveaux Conseillers, je vous informe que M. Franklin Sauveur Zakine est d'office porté démissionnaire selon les articles 5, qualité d'électeur, et 6, rôle des électeurs, puisqu'il n'est plus domicilié sur notre commune. Quelqu'un désire-il que je lise ces articles ?

Je vais à présent vous lire la lettre de démission de M. Granato.

J'invite MM. Murat Karakas et Benoît Ruchet à venir me rejoindre et demande à l'assemblée de se lever. »

2.1 de M. Franklin Sauveur Zakine (UDC) démissionnaire ;

Après avoir consulté le procès-verbal des élections communales de février 2016, le Bureau électoral constate que la liste du parti UDC ne comporte pas de viennent-ensuite. Il convient donc de procéder à l'élection complémentaire conformément à l'art. 67 LEDP.

Les membres du Bureau ont tenu séance ce jour à 19h30 et ont vérifié l'éligibilité de M. Murat Karakas (UDC), en remplacement de M. Franklin Sauveur Zakine (UDC), démissionnaire. Il a été procédé à l'élection de M. Murat Karakas (UDC) conformément à l'art. 67 LEDP.

M. Murat Karakas est assermenté devant l'assemblée selon le cérémonial habituel.

Mme la Présidente Catherine Buchet le félicite pour son élection.

Applaudissements de l'assemblée.

2.2 de M. Michel Granato (PLR) démissionnaire ;

Après avoir consulté le procès-verbal des élections communales de février 2016, le Bureau électoral constate que la liste du parti PLR comporte des viennent-ensuite. Il convient donc de procéder à l'élection complémentaire conformément à l'art. 66 LEDP.

Les membres du Bureau ont tenu séance ce jour à 19h30 et ont vérifié l'éligibilité de M. Benoît Ruchet (PLR), en remplacement de M. Michel Granato (PLR), démissionnaire. Il a été procédé à l'élection de M. Benoît Ruchet (PLR) conformément à l'art. 66 LEDP.

M. Benoît Ruchet est assermenté devant l'assemblée selon le cérémonial habituel.

Mme la Présidente Catherine Buchet le félicite pour son élection.

Applaudissements de l'assemblée.

Mme la Présidente remet les diplômes aux conseillers et les prie de prendre place dans l'assemblée.

Mme Christine Menzi

« Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs, le groupe UDC a le plaisir de vous présenter M. Murat Karakas, âgé de 42 ans, il est marié et papa d'une petite fille de 5 ans. M. Karakas est de nationalité française et d'origine arménienne, il vit en Suisse depuis 2008 et est collaborateur pour un groupe suisse actif à l'international. M. Karakas souhaite rejoindre notre conseil afin de pouvoir participer plus activement à notre politique communale et au futur de notre ville. »

3. COMMUNICATIONS DU BUREAU NOTAMMENT SUR LA COMPOSITION

3.1 de la motion M. Emmanuel Gétaz « Pour éviter le risque du « tout ou rien », développons un plan B pour le Centre des congrès ». (Date de la commission : ~~le jeudi 29 mars 2018~~ à 19 h. 00, Villa Mounsey, rue du Marché 8 à Montreux);

Mme la Présidente

« Monsieur Gétaz avez-vous des informations concernant la date de la commission ? »

M. Emmanuel Gétaz

« Madame la Présidente, les membres de la commission devront se réunir en fin de séance pour refixer une date. De nombreux commissaires ne sont pas disponibles le 29 mars qui est la soirée avant le vendredi Saint. »

Mme la Présidente

«Je vous remercie, les commissaires qui font partie de cette commission sont donc priés de rejoindre M. Gétaz en fin de conseil afin de définir une nouvelle date. »

Présidence PLR : M. Claude-Pascal Gay

Membres : MM. Christian Bécherraz, Florian Chiaradia, Florian Despond, Joe (Joseph) Filippone, Emmanuel Gétaz, Tal Luder, Daniel Manzini, Olivier Raduljica, Bernard Tschopp.

3.2 du postulat M. Pierre Rais : « Etude en vue d'améliorer les liaisons piétonnes entre la gare de Montreux (avenue des Alpes) et la Grand'Rue ». (Date de la commission : le mercredi 4 avril 2018 à 19h.00, à la rue de la Gare 30 à Montreux) ;

Présidence Verts: Mme Obicna Huber

Membres : MM. Mario Gori, Arnaud Grand, Vincent Haldy, Dominik Hunziker, Anthony Huys, Silvano Pozzi, Pierre Rais, Pierre-André Spahn, Christian Vernier.

La parole est ouverte.

M. Kundert

« Madame la Présidente, mes Chers Collègues,
Les Verts se réjouissent à l'idée d'étudier des liaisons piétonnes entre la gare de Montreux et la Grand'Rue.

Nous demandons 3 choses :

1. Un inventaire des accès.
2. Le nettoyage des accès
3. Pourquoi l'ascenseur de l'Aquabel qui était publique est-il fermé ? Angel's Bar - avenue des Alpes 47

Pour conclure : nous estimons qu'il faut penser à nos concitoyens avec une mobilité réduite ou avec des poussettes. Ils doivent avoir accès au lac et réciproquement du lac à la gare de manière facilitée, néanmoins, nous ne validons pas des dépenses pharaoniques pour construire, par exemple un ou des tunnels sous l'avenue des Alpes. »

M. Tal Luder

« Merci Madame la Présidente. J'aimerais que notre Municipal, M. Neukomm, si c'est lui qui est représenté à cette commission, amène, s'il a en sa possession, un avancement des plans ou des projets de la place de la gare. Il nous avait dit qu'il avait quelque chose en cours, ce serait intéressant d'avoir ces informations. Merci »

Madame la Présidente

« Merci M. Luder, nous ferons en sorte de transmettre au Municipal concerné vos demandes. La parole n'est plus demandée, la discussion est close. »

3.3 du postulat de M. Romain Pilloud : « Valoriser la monnaie locale pour promouvoir la vie économique locale ». (Date de la commission : le jeudi 26 avril 2018 à 19 h. 00, Villa Mounsey, rue du Marché 8 à Montreux).

Présidence Udc : M. Tal Luder

Membres : Mme Andreane Jordan Meier, MM. Jonathan Al Jundi, Christian Burki, Gaetan Cousin, Yves Depallens, Angelo Giuliano, Vincent Haldy, Romain Pilloud, Michel Posternak

La discussion est ouverte, la parole n'est pas demandée, elle est close.

4. CORRESPONDANCE

Mme la Présidente

« J'ai plusieurs informations à vous transmettre:

Tout d'abord, du 4 au 7 avril 2018 se tiendra le 54ème concours international et national d'art Choral, le Montreux Choral festival. Si vous êtes intéressés vous pouvez volontiers rejoindre ce festival.

J'ai reçu également un courrier de la Forge de la Tzintre qui est à Charmey et que je vous lis. Vous êtes donc tous conviés à vous y rendre le samedi 14 avril 2018, à 17h00. Le dimanche 15 avril sera une journée portes ouvertes.

J'ai reçu une dernière communication du Musée historique de Montreux et de sa région. Vous êtes conviés au vernissage de leur nouvelle exposition mercredi 28 avril à 18h00. Toutes ces informations sont à découvrir sur le site www.museemontreux.ch »

5. COMMUNICATION DE LA MUNICIPALITE

Mme la Présidente

« Je remercie la Municipalité pour ses communications jointes à l'enveloppe. Désire-t-elle faire d'autres communications ? M. Neukomm vous avez la parole. »

M. Christian Neukomm Municipal

« Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, il s'agit d'une communication de la Municipalité, relative à la suite de la procédure du plan partiel d'affectation de Dessous Sâles.

Mme la Présidente, Mesdames et Messieurs, la procédure d'affectation du secteur Dessous Sâles site des anciennes Menuiseries Held, va pouvoir reprendre avec un nouvel examen préalable des services concernés de l'Etat de Vaud, attendu pour le

début du printemps 2018. L'enquête publique du dossier se déroulera au cours du second semestre 2018 et la Municipalité devrait être en mesure de déposer le dossier devant votre Conseil avant la fin de l'année, en vue de son adoption.

Le dialogue mené avec les services concernés de l'Etat de Vaud, à la suite de l'interruption de la procédure du mandat d'étude parallèle publié en mars 2017, a permis de trouver les adaptations du concept d'aménagement du PPA Dessous Sâles. Permettant de satisfaire à la fois les enjeux liés à la proximité d'ensemble aux valeurs patrimoniales reconnues par l'ISOS, qui est l'inventaire fédéral des sites construits à protéger en Suisse et à la densification d'un site stratégiquement localisé dans l'hyper centre de Montreux. Pour mémoire, la procédure d'affectation du sol a été interrompue à la suite de la non entrée en matière du service immeuble, patrimoine et logistique, plus communément appelé SIPAL, sur la forme urbaine proposée par le concept d'aménagement du PPA, qui ne respectait pas, selon lui, les qualités patrimoniales des bâtiments voisins et qui s'écartait trop du développement en strate horizontale qui prévaut dans le bas de la ville.

Une fois le PPA Dessous Sâles adopté par votre conseil, la Municipalité vérifiera le bien-fondé de l'organisation d'un concours SIA 142, en vue de l'obtention du projet. En effet, il s'agira de considérer, non seulement les enjeux architecturaux, mais également les aspects calendaires et coûts, qui sont sensiblement différents selon la démarche retenue. La Municipalité tiendra votre conseil informé des choix à opérer. En conclusion, nous vous prions Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs de bien vouloir prendre acte de la présente communication. »

6. MOTIONS, POSTULATS ET INTERPELLATIONS DEPOSEES

2 Motions ont été déposées lors du conseil du 7 février. Elles seront développées aux points 9 de l'ordre du jour. Il s'agit de :

9.1« Fet 2.0 » de M. Christophe Privet

9.2« Montreux Pass, gagnant-gagnant » de M. Tal Luder

Ont été déposés pour cette séance :

2 Postulats : qui seront également développés au point 9 de l'ordre du jour.

« Du bio et du local dans les cantines communales » de M. Gaëtan Cousin

« Aller plus loin pour soutenir nos sociétés locales » de M. Olivier Raduljica

ainsi que

3 Interpellations : qui seront développées au point 10 de l'ordre du jour.

« Route des Avants Bis » de M. Anthony Huys

« Y-a-t-il quelqu'un aux commandes du Conseil d'Administration des VMCV ? » de Mme Irina Gote

« Fondation Apollo, sommes-nous sur la bonne orbite ? » de M. Tal Luder

7. PREAVIS DE LA MUNICIPALITE

7.1 No 03/2018 relatif à l'octroi d'un crédit d'investissement du patrimoine administratif de CHF 5'920'000.- TTC au maximum pour la requalification

de l'espace routier des avenues de la Riviera et du Casino, l'abaissement de la chaussée au droit du passage inférieur de Bon-Port, afin d'adapter la hauteur du gabarit pour les poids lourds et les convois exceptionnels, ainsi que le renouvellement de la signalisation lumineuse des carrefours de la Paix et de Nestlé. (Date de la commission : mardi 27 mars 2018 à 19 h. 00, à la rue de la Gare 30 à Montreux) ;

Présidence Mtx Libre : M. Alexandre Staeger

Membres : Mmes Sandra Genier Müller, Bibiana Streicher MM. Olivier Blanc, Julien Chevalley, Armin Gote, François Grand, Jean-Bernard Kammer, Pablo Menzi, Pierre Rais.

La discussion est ouverte

M. Tal Luder

« Madame la Présidente,

Dans le cadre des travaux de la Commission, le groupe UDC demande à ce que le représentant de la Municipalité apporte lors de la séance une copie du contrat signé avec le bureau d'ingénieur cité en page 13 du préavis n° 03/2018

Nous demandons également que la Municipalité fournisse à la Commission, dans la mesure du possible, des illustrations de meilleure qualité (cf. page 7 et dernière page du préavis) afin de mieux pouvoir se rendre compte de l'esthétique et de l'apparence de la solution envisagée. »

M. Alexandre Staeger

« Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs. Le groupe ML s'étonne de l'absence de référence au plan lumière dans le préavis qui nous est soumis et aussi de l'absence dudit plan. Ce document nous est pourtant promis depuis bien longtemps, alors qu'il semble constituer un instrument de planification et de gestion important en matière d'éclairage public. La Municipalité est-elle dans le noir ? Je remercie par avance cette dernière de bien vouloir renseigner la commission sur l'avancée de l'élaboration de cet obscur plan lumière. »

La parole n'est plus demandée la discussion est close.

7.2 No 04/2018 relatif à l'octroi d'un crédit d'investissement du patrimoine administratif de CHF 194'000.- au maximum pour la réfection du mur situé sur la parcelle No 5856 sise à Glion et à l'acquisition, par donation, de ladite parcelle. (La date de la commission : lundi 26 mars 2018 à 20 h. 00, à la rue de la Gare 30 à Montreux) ;

Présidence SOC : M. Nicolas Büchler

Membres : Mme Ida Rodman, MM. Jean-Marc Forclaz, Dominik Hunziker, Anthony Huys, Jean-Bernard Kammer, Jörg Meyer, Olivier Müller, Cyril Pabst, Vincent Tschopp.

La discussion est ouverte. La parole n'étant pas demandée, la discussion est close.

7.3 No 06/2018 relatif à la participation de la Commune de Montreux à la transformation et la rénovation de la Laiterie de Brent en centre socioculturel villageois, financée par un don de CHF 202'000.- à financer par crédit complémentaire au budget 2018 compensé par un prélèvement sur le Fonds Steinbach ; par un prêt de CHF 280'000.- à la Société Villageoise de Brent et Environs. (Date de la commission : lundi 26 mars 2018 à 19 h. 00, Villa Mounsey, rue du Marché 8 à Montreux) :

Présidence PLR : M. Angelo Giuliano

Membres : Mmes Caroline Buff, Susanne Lauber Fürst, Christine Menzi, Anne Saito, MM. Denis Golaz, Roland Rimaz, Pierre-André Spahn, Christian Vernier, Michel Zulauf.

Mme Anne Saito

« Mme la Présidente, Mesdames, Messieurs, le groupe des Verts salue la création d'un lieu de socialisation au centre de Brent et espère que ce nouveau lieu gardera des traces de son histoire. »

Mme Susanne Lauber Fürst

« Madame la Présidente, chères et chers collègues,
Lors de la séance de commission du lundi 26 mars 2018, je compte déposer un amendement avec l'objectif de soutenir pleinement le préavis de la Municipalité qui s'est fortement engagé pour le village de Brent, mais je propose d'aller encore un pas plus loin : La rénovation et transformation de la Laiterie emblématique du village de Brent engagera des ressources importantes de la société villageoise de Brent et environ, notamment de ses bénévoles. Dans le Préavis que nous voterons, la Municipalité propose d'amener un soutien financier sur l'ensemble des travaux et de contribuer avec un prêt de CHF 280'000.- (à amortir sur 30 ans, avec taux d'intérêt 0.75%) et un don de CHF 202'000.-.
Afin de permettre à la société villageoise de Brent et tous ses bénévoles, d'envisager ces travaux importants et surtout préparer la future exploitation de la Laiterie en tant que centre socioculturel villageois avec encore plus de sérénité, je proposerai d'inverser la proposition de la Municipalité. Concrètement, je déposerai l'amendement que la commune fasse un don de CHF 280'000.- et un prêt de 202'000.-, aux mêmes conditions.
Lors de la séance de commission de lundi, nous aurons amplement le temps de discuter avec les représentants du projet qui nous amèneront des détails et partageront leurs idées avec nous. Je vous remercie d'ores et déjà pour votre intérêt ! Et vous l'aurez compris, sans déclarer mes intérêts préalablement, je suis une habitante de Brent. »

M. Daniel Manzini

«Mme la Présidente, Mesdames, Messieurs les Conseillères et Conseillers,
Le groupe Socialiste accueille très favorablement le préavis relatif à la transformation de la laiterie de Brent en centre socioculturel villageois. Nous nous réjouissons de l'engagement et du dynamisme des membres de la société de développement de Brent. Il s'agit d'un projet qui démontre, s'il le fallait encore, de l'attachement des habitants de Brent à leur village. Je n'ai pas trouvé comment s'appellent les gens de Brent, peut-être des brentois ou des brentais, pour ma part je les appellerais les braves. Non seulement ces braves vont s'engager dans la transformation du bâtiment, mais ils s'occuperont de sa gestion et de son exploitation. Un bâtiment qui aurait pu, comme tant d'autres, être voué à l'habitation pour un promoteur en mal de réalisation. Il est important que notre conseil soutienne nos villages afin qu'ils ne

fassent pas office de cité dortoir de notre commune. Pour mémoire, le parallèle pourrait être fait avec la société de pétanque de Montreux. Dans les années 90, une équipe de passionnés du cochonnet et autres triplettes, avait bénéficié d'un prêt pour réaliser un boulo-drome à Chailly. Avec obstination, courage et engagement, ils ont fait bénéficier notre commune d'une infrastructure reconnue dans le milieu de la pétanque. Aujourd'hui l'emprunt est presque remboursé et les membres de la société de pétanque sont fiers de pouvoir pratiquer ce sport dans des conditions exceptionnelles. Je conclurai de la manière suivante, chers amis de Brent, un brin de folie vous anime dans ce projet, nous espérons également qu'un immense brin d'enthousiasme se dégagera, dans le cadre de la commission, pour soutenir votre projet, un projet qui bénéficiera à l'ensemble de la population montreu-sienne. Je vous remercie de votre attention. »

M. Tal Luder

« Madame la Présidente,

Ma préopinante, m'a un peu volé la vedette, nous comptons également déposer un amendement en faveur de ce projet. Etant donné le rapprochement des idées, nous nous rallierons à l'amendement proposé qui est très proche de notre proposition.

Le groupe UDC accueille favorablement ce projet socioculturel villageois. Nous saluons l'engagement de la SVBE et des habitants de Brent tant au niveau des apports financiers que du bénévolat promis.

La Commission aura l'occasion de débattre des différents points de ce préavis axé en bonne partie sur le financement du remboursement du montant sollicité auprès de la Commune.

À ce propos, nous demandons à la Municipalité de nous fournir les documents, pour autant qu'ils existent déjà, détaillant le cadre du partenariat de location entre la SVBE et la MQJ.

Je vous remercie. »

La parole n'étant plus demandée la discussion est close.

7.4 No 07/2018 relatif à l'octroi d'une subvention complémentaire de CHF 100'000.- en faveur de l'Association 150 ans Montreux Gymnastique pour l'organisation de Montreux Acrobaties 2017. (Date de la commission : mercredi 28 mars 2018 à 19 h. 00, Villa Mounsey, rue du Marché 8 à Montreux).

Présidence SOC : M. Romain Pilloud

Membres : Mmes Tanya Bonjour, Geneviève Brunner, Obicna Huber, Andreane Jordan Meier, MM. Jonathan Al Jundi, François Grand, Arnaud Grand, Emmanuel Gétaz, Tal Luder

M. Olivier Raduljica

« Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs,

Comment a-t-on pu en arriver là ? Lausanne et le canton ont eu leur spectacle « Champions », Montreux aura désormais son « Montreux Acrobaties » ...

C'est tout bonnement incroyable ! Je vous assure qu'en commission il faudra nous expliquer comment on a pu en arriver là ! Nous questionnerons la gouvernance de la manifestation ainsi que les processus qui ont conduit à cela. C'est trop facile de se

lâcher pour faire une belle fête et de venir ensuite quémander pour que la Commune couvre le déficit.

Car on parle ici bel et bien d'une couverture de déficit, certes partielle, et qui pourrait créer un dangereux précédent en ouvrant la porte à une déresponsabilisation des organisateurs de manifestations.

Sachez d'ailleurs que notre groupe réfléchit au dépôt d'un postulat pour modifier le règlement communal en matière de subventions pour que la commune ait un meilleur droit de regard à partir d'un certain montant.

Je cite la position de la Municipalité au point 5 de ce préavis : « La Municipalité regrette que les organisateurs n'aient pas eu l'humilité et la sagesse de venir présenter l'évolution de la situation budgétaire ». Voilà le seul point objectif de ce préavis qui encense sur sept pages les deux manifestations non maîtrisées. Je ne comprends même pas qu'on puisse venir devant notre Conseil avec une telle demande. Ce préavis est inacceptable et la demande des organisateurs choquante !

Je vous avoue que j'aurais bien aimé être une mouche lundi soir pour assister au groupe PLR au moment de traiter ce point...

Pour conclure, j'ai une pensée pour tous les bénévoles et les membres de la société de gym qui ont donné de leur temps et se sont investi dans cette manifestation mais également pour les entreprises régionales qui n'ont pas été payées et ne le seront peut-être jamais. Plusieurs centaines de milliers de francs n'ont pas été payés à ces fournisseurs et prestataires qui vont être mis en difficultés à cause de risques non maîtrisés.

C'est d'ailleurs un point que vous pouvez ajouter à votre analyse SWOT à la fin de votre rapport final dans les « faiblesses ».

Merci pour votre attention. »

M. Caleb Walther Municipal

« Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs les Conseillères et Conseillers communaux, Mesdames, Messieurs du public, chers collègues.

La Municipalité, par ses services, a eu régulièrement des contacts avec les organisateurs. Les informations reçues ne permettaient pas d'anticiper une telle situation financière. Certes, il y a de bonnes raisons de fortement regretter cette situation, le rapport des organisateurs contient une partie de cette analyse critique, mais la Municipalité a bien dû s'interroger « faut-il aider et si oui comment ? ». Après de longs échanges, la Municipalité a décidé de déposer le présent préavis. Elle tient à souligner deux points : premièrement comme votre conseil avait décidé d'octroyer une subvention pour les événements de cette année d'anniversaire, la Municipalité a estimé évident que votre conseil devait connaître la situation et prendre une nouvelle décision positive ou non. Deuxièmement la Municipalité a pris connaissance des demandes des organisateurs, puis elle a fait ses propres analyses. Il en est ressorti que le montant proposé par la Municipalité est acceptable en regard des pratiques usuelles de subventionnement et en regard de la grande qualité des événements organisés, spécifiquement la grande fête populaire que fut le Montreux Acrobatics. Il

revient maintenant à votre conseil de faire sa propre analyse sur les bases d'informations contenues dans ce préavis. Je vous remercie. »

M. Emmanuel Gétaz

« Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs,
Les explications données dans ce préavis, au dérapage incontrôlé des finances de Montreux Acrobatics, sont peu convaincantes et laissent ouvertes de nombreuses questions.

La commission devra ainsi demander une transparence totale de la part des organisateurs, que nous espérons pouvoir interroger lors de la séance. Comment est-il possible, par exemple : de faire passer un budget de marketing de 100'000.- à 233'000.- frs sur un budget de 435'000.-frs ? S'il y a bien un poste facilement contrôlable, c'est celui du marketing.

Beaucoup d'autres explications municipales ne vont pas au fond des problématiques, se contentant bien souvent de purs constats ou d'une philosophie fataliste du « ça n'a pas marché comme prévu ».

Il s'agira aussi de comprendre comment la Municipalité a pu laisser un tel dérapage avoir lieu sans identifier certains problèmes, comme la nécessité de permettre la mise en application du plan DELESTA, non identifié par les organisateurs.

La responsabilité des organisateurs, à différencier des bénévoles qui ont aidé à l'organisation, cette responsabilité reste centrale et particulièrement lourde face à ce fiasco. Nous devons comprendre en commission ce qui s'est réellement passé avant d'envisager d'accorder une rallonge de cette ampleur qui créerait un précédent grave.

Je vous remercie de votre écoute. »

M. Romain Pilloud

« Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs, chers collègues,
Pour le bon déroulement de la commission, le groupe Socialiste demande la liste complète des différents fournisseurs de la manifestation ainsi que les montants qui ont été payés ou non payés pour les prestations fournies à l'association pour ces différents événements déficitaires.

Le groupe souhaiterait également savoir si lesdites entreprises et prestataires subissent aujourd'hui des conséquences négatives dans leurs activités, suite au non-paiement de certaines de leurs prestations. Je rejoins aussi mon préopinant par rapport à la nécessité de pouvoir auditionner une délégation ou des représentants de l'organisation de la manifestation, pendant cette séance.

Je vous remercie. »

M. Christophe Privet

« Madame la Présidente, au nom de la minorité de ML, je souhaitais juste exprimer un point. Effectivement le Municipal qui était en charge de ce dossier à l'époque, pour accorder la subvention pour douze manifestations, était le Municipal Feissli. J'ai un peu de peine à rejoindre mon préopinant Socialiste, sur le fait que seule la responsabilité des organisateurs serait engagée. A mon avis et à l'avis de la minorité de ML, j'estime que la Municipalité a aussi sa responsabilité, je crois qu'il ne faut pas s'illusionner. Les 12 manifestations, qui nous ont été présentées dans le préavis de l'époque, laissaient largement à penser qu'il y aurait quelques risques de déficits. Je prends pour preuve que le Municipal Feissli n'était pas à sa première réussite, puisque dans le cadre de la Cofin, nous avons dû, à l'époque, faire différents

rattrapages en crédits complémentaires, par exemple pour le tour de Romandie. Alors qu'il avait été prévu 150'000.-frs au budget, 75'000.- de dépassement avait été constaté par la même commission. Je pense que chacun a ses responsabilités dans ce dossier, la commission devra travailler sur ces dernières et ainsi résoudre ce problème. En ce qui me concerne, je m'étonne, à la lecture du dossier, que par exemple, la facture des VMCV d'une hauteur de 40'000.- frs soit mise à la charge des organisateurs, alors que je vous rappelle qu'à plusieurs reprises, dans le cadre de ce conseil et dans le cadre des travaux de la Cofin, je me suis exprimé afin que soit créée une équité entre les manifestations. Je prendrai, à titre d'exemple, mon intervention de 2014, en ce qui concerne le budget de la ville de Montreux, le Montreux Noël bénéficie de l'intégralité des coûts des VMCV qui sont pris en charge par la ville de Montreux, alors qu'une convention disait « une participation de la ville de Montreux ». Il en va de même pour le Montreux Jazz festival. Je m'étonne que dans le cadre de cette manifestation, la facture des VMCV n'ait pas été prise en charge par notre commune. Je demanderai aux commissaires de bien vouloir étudier cet aspect, afin de ramener un équilibre et une équité entre les différentes manifestations que nous subventionnons au sein de cette ville. Je vous remercie. »

La parole n'est plus demandée, la discussion est close

8. RAPPORT DE LA MUNICIPALITE

8.1 No 05/2018 relatif à la réponse au postulat de M. le Conseiller communal Patrick Aubort intitulée « Mettre à disposition des toitures de bâtiments communaux afin de permettre de produire de l'énergie photovoltaïque dans un esprit d'une collaboration public-privé », pris en considération le 3 décembre 2014. (Date de la commission : jeudi 19 avril 2018 à 19 h. 45, à la Villa Mounsey, rue du Marché 8 à Montreux).

Présidence PLR : Mme Bibiana Streicher

Membres : Mmes Anne Duperret, Susanne Lauber Fürst, Christine Menzi, Anne Saito, Laurence Sierro MM. Ihab Al Jundi, Christian Bécherraz, Bruno Femia, Pierre-André Spahn.

J'ouvre la discussion sur cet objet. La parole n'est pas demandée, la discussion est close.

9. DEVELOPPEMENT(S) DES MOTIONS ET DES POSTULATS

9.1 Motion de M. Christophe Privet : « FET 2.0 » ;

M. Christophe Privet

Mme la Présidente, chères et chers collègues,

Dans le cadre de mon premier dépôt sur le sujet et des pièces reçues pour la préparation des travaux de la commission, il est clairement apparu que demander la

dissolution de la fondation pour l'équipement touristique de la ville de Montreux se heurte à de multiples obstacles légaux, malgré des décisions prises dans le passé, par les Municipalités précédentes, contraires au droit et à la volonté initiale des conseils communaux, de Montreux Châtelard, Montreux Planches et Montreux Veytaux, fondateur de cette dernière en 1948.

Il est piquant de lire dans le document reçu de la part de l'autorité de contrôle des fondations, un avis juridique de cette dernière, sujet à caution, alors que cette même autorité a complètement failli à son devoir de contrôle, lors du dernier changement de statut.

Il faut savoir en politique reculer d'un pas, pour mieux sauter de trois pas.

Afin de faire court, le dossier étant connu, ma motion a pour objectif de rétablir la volonté du conseil communal, lors de la fondation de cette dernière, comme par exemple la transmission des comptes aux commissions de contrôle de notre conseil et obtenir leurs satisfaiti.

Corriger les dernières modifications de statut dans un objectif de faire respecter les décisions et buts fixés par les fondateurs.

Rééquilibrer, en regard du rapport de la cours des comptes du canton de Vaud, la représentativité au sein du conseil de cette dernière.

Réintroduire, en conformité de la volonté des fondateurs, l'interdiction inaliénable de céder les actions du Casino de Montreux, qui représentent ses fonds propres, ainsi que le principal revenu de cette dernière en dehors de la nouvelle taxe introduite par notre conseil.

J'ai pris note que, dans le cadre du dossier du 2m2c, la volonté de la Municipalité est d'utiliser les réserves de la FET afin de financer les frais d'étude à hauteur de 3'300'000.- millions CHF, en vidant la FET de ses réserves et en procédant ensuite à un endettement de cette dernière à hauteur de 33 millions, par un emprunt.

Bien que ce point suscite de multiples interrogations, il me semble opportun d'avoir un débat démocratique dans le cadre d'une commission, par respect au mode de fonctionnement de notre conseil.

Dès lors, malgré l'urgence, je renonce à un renvoi direct en Municipalité mais je demande une commission pour étude et rapport.

Mme la Présidente

« Merci Monsieur le conseiller, selon l'article 104 alinéa 1 le renvoi de la motion à l'examen d'une commission, peut être faite si 5 conseillers le demandent. Cela est-il le cas ? »

Cette motion sera donc renvoyée à une commission, qui sera définie pour la prochaine séance

9.2 Motion de M. Tal Luder : « Montreux Pass, gagnant – gagnant ».

MOTION - " Montreux Pass, gagnant–gagnant "

M. Tal LUDER

Madame la Présidente, Chères et chers collègues, Mesdames et Messieurs,
Notre ville accueille de nombreuses manifestations, que ce soit du domaine de la culture, du sport ou de la musique, et la liste n'est pas exhaustive ; l'on peut dire qu'il y a presque toujours quelque chose à faire ou à voir à Montreux !

L'un des moteurs économiques de notre région est le tourisme et les différents acteurs de ce secteur d'activité travaillent de concert avec notre Municipalité afin de proposer une offre attractive à nos visiteurs.

Ainsi, pour les touristes, il existe la Montreux Riviera Card dont voici la description: " La Montreux Riviera Card est financée par la Taxe de Séjour (CITS) et vous est offerte par votre hôte (hôtel, logement de vacances, B&B, clinique privée, camping). Elle inclut la gratuité des transports publics dans le rayon de validité MOBILIS (cette carte est visible sur le site <https://www.montreuxriviera.com/fr/Z4845>). En plus vous bénéficiez d'une réduction de 50% sur les excursions en bateau et transports de montagne, ainsi que dans les musées et parcs d'attraction (voir recto). Non cumulable avec d'autres avantages. "

Notre Commune ne pouvant pas financer 100% de son fonctionnement par les recettes générées par le tourisme, il faut s'intéresser à l'un des autres moteurs économique de Montreux ; je veux parler des contribuables, vous l'aurez sans doute deviné.

Pour les petits budgets, il existe le Chéquier activités qui propose la prestation suivante : " Le chéquier comprend 3 chèques par année offrant chacun un rabais de 50% sur une entrée à un événement culturel ou sportif (concert, pièce de théâtre, match, etc.). Tout habitant de Montreux au bénéfice d'une subvention pour l'assurance maladie obligatoire peut en bénéficier. "

Pour les personnes au budget serré, citons également la CarteCulture, offerte par Caritas et qui donne accès à des rabais allant jusqu'à la gratuité sur 2'500 offres dans toute la Suisse.

Là aussi, pour les habitants du canton de Vaud, l'offre est réservée aux personnes qui sont au bénéfice du subside cantonal à l'assurance maladie.

À présent, j'en viens à ma proposition. En résumé, il s'agit d'offrir la possibilité à tous nos concitoyens montreusiens qui font partie de cette grande famille de contribuables appelée " la classe moyenne ", de consommer de l'événementiel local à un prix préférentiel.

Le produit, le " Montreux Pass ", permettrait à tout habitant de la Commune d'obtenir une carte nominative lui assurant d'obtenir au moins 50% de rabais sur tout événement faisant partie des projets subventionnés par la Commune, et donc indirectement aussi par les contribuables eux-mêmes pour une certaine part, voir même une part certaine.

Ce Pass ne sera pas gratuit ; basé sur le principe de l'abonnement ½ tarif des CFF pour reprendre un exemple connu, il serait la réunion de la volonté des Montreusiens de consommer et de la volonté de la Commune de dédommager en quelque sorte tous ceux qui consentent à accueillir sur notre territoire tous ces événements pour lesquels des aides financières sont offertes.

Il ne s'agit donc pas d'ajouter un subside, mais bien de proposer un nouveau produit réservé à nous, habitants de la Commune de Montreux, sur la base de l'achat volontaire.

Ce serait peut-être là l'occasion de fusionner le " Chéquier activités " dont j'ai parlé auparavant afin de ne maintenir qu'un seul concept et étant donné sa faible utilisation constatée ces dernières années.

Pour maintenir les avantages accordés aux plus modestes, le règlement pourra contenir des clauses de gratuité, et pour ceux qui voudraient continuer à payer le prix plein, il suffira tout simplement de ne pas acquérir le sésame.

Je livre ici l'idée générale tout en étant conscient que le thème de la faisabilité n'a pas été abordé en détail afin de ne pas prolonger mon intervention.

Je demande que cette motion soit transmise à une Commission pour étude et rapport.

Madame la Présidente

« Merci M. Luder. 5 membres soutiennent-ils le renvoi de cette motion en commission ? »

Cette motion sera donc renvoyée à une commission, qui sera définie pour la prochaine séance

Postulat M. Gaëtan Cousin

Du bio et du local dans les cantines communales

M. Gaëtan Cousin

Comme vous le savez, les aliments bio ont de nombreux avantages. Ils ont généralement plus de saveur et sont produits de manière durable, en respectant les sols, notamment parce que l'usage des herbicides de type glyphosate est interdit. Ils sont aussi exempts de résidus de pesticides, et donc plus sains. Les produits locaux, quant à eux, stimulent l'activité économique locale et soutiennent les paysans romands. Par ailleurs, ils demandent moins de kilomètres pour être acheminés jusque vers nos assiettes, ce qui réduit également leur impact écologique.

Il est important que les enfants puissent apprendre à connaître dès leur plus jeune âge le goût des aliments de saison, produits localement et sainement, sans résidus de pesticides, plutôt que produits souvent à des centaines de kilomètres, à la forme parfaite mais au goût parfois insipide. Les crèches et les écoles ont un rôle éducatif à jouer en la matière.

Plusieurs pays se sont emparés de cette question et légifèrent pour que les cantines scolaires imposent un certain pourcentage de produits bio. Chez certains de nos voisins européens, la part de bio dans les cantines scolaires peut atteindre 50%. S'ils peuvent le faire, nous le pouvons aussi.

La population suisse souhaite toujours plus de produits bio dans ses assiettes. Selon Bio Suisse, en 2016, 50% de la population consommait des produits bio tous les jours ou plusieurs fois par semaine, et l'immense majorité (près de 80%) en achète plusieurs fois par mois. Plus de 20% de ce que les Suisses dépensent pour les légumes, les œufs et le pain, par exemple, est actuellement dédié à des produits bio. Et ces valeurs sont en constante augmentation depuis 10 ans. Les cantines scolaires doivent s'adapter à cette réalité.

Mon postulat propose que les cantines communales augmentent la part d'aliments bio et locaux qu'elles servent aux enfants et aux élèves et qu'un pourcentage minimum soit fixé, suffisamment grand pour permettre d'améliorer la situation actuelle, mais sans qu'il soit exagéré et engendre des contraintes trop importantes.

Selon les informations transmises à M. Simon Smith, chef de service Aux affaires sociales, familles et jeunesse, par le traiteur qui livre les cantines scolaires et accueils pour enfants en milieu scolaire (APEMS), les quantités par assiette de produits locaux et bio sur notre commune sont actuellement les suivantes : de 55% à 70% selon les saisons pour les produits locaux (des pourcentages à saluer !), mais seulement de 5% pour les produits bio. Pour le bio, Montreux peut donc faire beaucoup mieux.

Ce postulat propose d'ancrer à 60% minimum sur l'année le pourcentage de produits locaux (romands, notamment), afin de consolider la bonne pratique existante, mais d'augmenter la part de produits bio à 20% au minimum.

Pourquoi fixer des minima ?

Pour s'assurer que la volonté de garder une part importante de produit locaux, d'une part, et de promouvoir les aliments bio, d'autre part, ne se limite pas à de simples déclarations d'intention, mais se traduise par des actes.

Est-ce que ça ne va pas être beaucoup plus cher ? Et qui va payer ?

En ce qui concerne les produits locaux, l'objectif de 60% sur l'année est déjà atteint. Il n'engendrait donc aucune dépense supplémentaire. Quant au bio, selon les informations qui m'ont été transmises par l'administration communale, porter la part de ces produits à 20% augmenterait de moins d'un cinquième le prix de l'assiette scolaire.

Il est important que les familles montreusiennes ne paient pas plus cher pour les assiettes de leurs enfants. Le coût additionnel pourrait en revanche facilement être supporté par notre commune. Nous nous apprêtons à dépenser quelques 90 millions pour le Centre des congrès, nous pouvons bien mettre quelques milliers de francs supplémentaires pour améliorer l'alimentation des enfants et des écoliers de notre commune.

Ce postulat invite donc la Municipalité à étudier l'opportunité :

1. D'ancrer à 60% au minimum (sur l'année) la part de produits locaux dans les assiettes des cantines scolaires et accueils pour enfants en milieu scolaire (APEMS) de notre commune
2. De porter à 20% au minimum (sur l'année) la part d'aliments bio dans ces mêmes cantines et APEMS
3. D'inscrire au budget ordinaire les dépenses supplémentaires associées

Je demande que ce postulat soit renvoyé à une commission.

Madame la Présidente

« Merci M. Cousin. 5 membres soutiennent-ils le renvoi de ce postulat en commission ? »

Ce postulat sera donc renvoyé à une commission, qui sera définie pour la prochaine séance

Postulat M. Olivier Raduljica

Aller plus loin pour soutenir nos sociétés locales

M. Olivier Raduljica

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs,

Je déclare mes intérêts d'entrée, je suis membre actif et membre du comité d'une société de chant montreuusienne. Et Montreux a la chance de compter de nombreuses sociétés locales qui participent à préserver la richesse et la diversité du tissu culturel, sportif et associatif de notre commune. En effet, la participation active du plus grand nombre d'habitants à cette vie associative garantit la diversité et la satisfaction d'un maximum de demande.

Ces associations contribuent à l'éclosion de manifestations souvent uniques. Ces manifestations sont bien sûr l'occasion pour elles de montrer le travail accompli tout au long de l'année mais aussi de remplir les caisses. Mais souvent les frais de locations des salles viennent grever le bilan financier. Ainsi ce qu'on leur donne d'un côté sous forme de subvention annuelle on le leur reprend en partie pour des locations de salles.

Je me suis intéressé à la politique en la matière pratiquée à Vevey. Et à mon sens, elle va plus loin que ce que notre commune fait actuellement. Les sociétés locales peuvent notamment y bénéficier de la gratuité de certaines salles. Je ne donnerai qu'un seul exemple : la location de la salle del Castillo, la plus grande salle de Vevey avec 600 à 800 places selon la configuration, est offerte aux sociétés veveysannes une fois par année.

Comprenons-nous bien, je suis bien conscient que notre commune fait déjà des efforts pour ses sociétés. Mais, aux vues de notre situation financière et de ce qu'il se fait ailleurs, j'estime que nous avons les moyens d'en faire davantage pour soutenir et pérenniser ces associations qui contribuent à l'épanouissement de la vie culturelle et sportive hors des institutions.

Voilà pourquoi je demande que mon postulat soit transmis à une commission pour étude et rapport.

Merci pour votre attention

Madame la Présidente

« Merci M. Raduljica. 5 membres soutiennent-ils le renvoi de ce postulat en commission? »

Ce postulat sera donc renvoyé à une commission, qui sera définie pour la prochaine séance

Ce point est clos, nous passons donc au point 10 de notre ordre du jour : développement des interpellations »

10. DEVELOPPEMENT DES INTERPELLATIONS ET REPONSES DE LA MUNICIPALITE

Interpellation

Route des Avants Bis

M. Anthony Huys

Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs, chers collègues.

Je déclare mes intérêts personnels, car j'habite la Route des Avants à Glion. Je représente aussi les autres ménages de cette route.

Lors de la séance de notre conseil du 11 novembre 2015, je me suis permis par Interpellation de rappeler la Municipalité l'état de la Route des Avants à Glion.

Nous venons de recevoir le Préavis 04/2018 relatif à l'octroi d'un crédit d'investissement de CHF 194'000.- au maximum pour la réfection du mur situé sur la parcelle No 5856 sise à Glion.

Je reviens sur un endroit précis de la Route des Avants, à peine une centaine de mètres d'où les travaux devront avoir lieu. Cet endroit se trouve dans un triste état. Voici quelques images sur la situation et sur l'état très affaibli. A vous d'estimer l'ampleur !

Ce qui nous préoccupe, c'est la Route de Glion depuis les Planche connaîtra un chantier de grande importance durant 2 ans. Notre souci est que la circulation sera bien plus dense sur la Route des Avants durant cette période. Les riverains, pour éviter le chantier mentionné avec tous ces inconvénients de passage, préféreront de rejoindre Glion et Caux par l'axe Chernex-Sonzier-Le Pont de Pierre. N'oublions pas les camions acheminant ou évacuant le bois communal.

Ce qui sera sans aucun doute néfaste et dégradera encore plus l'endroit.

Ma question à la Municipalité ;

Ne serait-il pas judicieux de profiter des travaux prévus par le préavis pour consolider l'endroit ? Nous ne désirons pas une réfection totale de la Route des Avants, mais une sécurisation de l'accotement en question.

« Evitons une Route du Pont de Pierre bis ».

Merci de votre attention.

M. Christian Neukomm

« Merci Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, Monsieur l'Interpellateur, Je vous remercie pour l'interpellation que vous venez de déposer. J'ai pris soin d'envoyer des hommes du service des travaux, encore hier, constater si l'évolution de cette chaussée, qui avait déjà été soulignée il y a une année ou deux ans soit par vous, soit par l'un de vos collègues Conseiller Communal, avait évolué dans le mauvais sens. Il se trouve que le tronçon n'a pas bougé par rapport aux derniers contrôles que nous faisons régulièrement sur toutes les routes de la commune et en particulier sur cette zone-là. Le tronçon a été qualifié de satisfaisant dans l'inventaire

de l'état des routes. Ce qui correspond à une valeur médiane. Il n'est effectivement pas en très bon état, je vous l'accorde, mais il ne présente pas un risque d'affaissement important. Le bord de la chaussée est effectivement soutenu par un rail, qui s'est un peu affaissé mais qui fait, lui aussi, l'objet d'un contrôle régulier des services communaux. Dans le cadre de la vue d'ensemble des routes des hauts de la commune, ce tronçon n'est malheureusement pas une priorité actuelle, par rapport à tous les réseaux qui doivent être très suivis et pour lesquels il faudra très certainement revenir devant votre conseil avec un préavis global de sécurisation. Pour votre demande concernant l'opportunité de réaliser une consolidation de ce bord de chaussée en même temps que les travaux prévus pour le mur, dont vous avez reçu le préavis ce jour, il ne s'agit pas du même types de travaux entre la reconstruction, le renforcement d'un mur et la stabilisation d'une route. Que ces travaux ne pourraient pas être exécutés en même temps pour des questions d'accès, que le financement du renforcement de cette portion de route n'est pas prévu et ne figure pas dans les premières priorités. Que le risque est considéré comme faible et que la surveillance régulière, nous permet justement d'éviter de devoir nous retrouver avec une mauvaise surprise. Au cas où la dégradation du bord de chaussée évoluerait, les priorités du service seraient modifiées. En l'occurrence et pour l'instant, vous savez qu'il y a un certain nombre de kilomètres de routes dont un inventaire précis doit être fait. Il se trouve que, pour l'instant, cette route n'est pas en si mauvais état qu'elle peut le paraître pour vous et pour les habitants. J'espère ainsi avoir pu répondre à vos questions M. l'Interpellateur. »

M. Anthony Huys

« Madame la Présidente, Monsieur le Municipal merci de votre réponse. Ce n'est pas un manque de confiance, mais nous restons quand même méfiants par rapport à cette situation. Comme je l'ai mentionné, nous espérons éviter une deuxième Rte du Pont de Pierre, je transmettrai cela aux autres habitants de la route des Avants, Merci. »

M. Christophe Privet

« Madame la Présidente, je trouve la question de mon collègue Monsieur Huys, plutôt intéressante, j'ai une question complémentaire à notre Municipal, Monsieur Neukomm. Avez-vous pris connaissance, la semaine dernière, du rapport de la cour des comptes sur l'état des routes cantonales ?

Je l'ai fait, je viens de voir les photos de mon collègue M. Huys, je vous avoue que je me pose la question si il ne faudrait pas revoir la position de prioriser ce problème, en regard de ce qui est écrit dans le rapport de la cour des comptes vaudoise. »

M. Christian Neukomm

« Merci, Monsieur Privet, j'en ai pris connaissance, je connais l'état des routes, je connais la problématique vaudoise. Il y a eu un manque d'entretien rémanent, récurant pour des questions d'économie qui ont pour conséquences que maintenant cela se paie et cela se paie assez cher. Heureusement, à Montreux, la surveillance n'a jamais été arrêtée. Il y a un système, un planning, et nous pourrions d'ailleurs profiter d'inviter une fois Monsieur Huys ou ceux qui le souhaitent, pour leur présenter comment se fait le travail sur ce réseau routier. Ce n'est pas une route en parfait état, je suis le premier à le dire. Malheureusement, il y a un budget, il y a des sommes qui sont allouées à ce genre de réfection et il faut prendre les plus urgentes en considération.

Il a été fait ce que vous avez appris et voté, avec la route du Pont de Pierre. La route du Pont de Pierre, pour ceux qui ont l'habitude de l'emprunter, n'est toujours pas en

très bon état, sur une autre partie que celle que nous avons réfectionné. Ce qui nécessitera de venir assez rapidement devant votre conseil. Nous sommes un peu victimes, d'abord d'un réseau routier extrêmement dense, extrêmement riche, dans des zones qui sont aussi des zones difficiles d'accès et nous devons faire des choix. Actuellement ce choix, par rapport à la possibilité du financement à disposition, n'est pas considéré comme prioritaire. Une fois de plus nous suivons cela régulièrement et nous serons amenés à revoir les priorités, si cela s'avérait nécessaire. »

Madame la Présidente

« Merci Monsieur Neukomm, effectivement la présentation du travail du réseau routier, ou concernant l'entretien du réseau routier de la commune, pourrait intéresser certains Conseillers Communaux. Il s'agirait de voir comment cela pourrait s'organiser.

Nous avons encore deux interpellations. »

Interpellation

Y-a-t-il quelqu'un aux commandes du Conseil d'Administration des VMCV ?

Mme Irina Gote

La commune de Montreux, comme les 10 autres communes de la Riviera est actionnaire des VMCV. A ce titre les conseillères et les conseillers doivent être tenus informés de ce qui se passe dans cette société.

Hors, depuis quelques mois, les informations arrivent uniquement par la presse et elles sont très préoccupantes :

Premièrement dans le 24 heures du 9 février dernier, on y apprend que le budget 2018, n'a pas été validé par le Conseil d'administration. C'est d'ailleurs toujours le cas, selon mes informations.

Deuxièmement, toujours dans les colonnes du 24heures, du 12 mars dernier où l'on apprend que la Direction des VMCV a décidé de supprimer un jour de congé par employé, car ces derniers sont en sous-effectif. Pour que les VMCV puissent remplir leur mission qui est d'assurer un service de transports publique, les employés doivent renoncer à leurs congés. La direction annonce un jour par collaborateur, mais en réalité c'est quasiment 3, puisqu'il y a également des remplacements suite à des maladies, etc.

Le délégué de notre commune au sein du Conseil d'administration est notre Municipal Caleb Walther et au nom du groupe socialiste qui est très attentif au maintien d'un service publique de qualité pour les usagers des VMCV et à des bonnes condition de travail pour les employées et employés, je pose les questions suivantes :

1. Quelles sont les raisons qui font que le budget 2018 n'est toujours pas validé par le Conseil d'Administration ?
2. Depuis quand la situation de sous-effectif était-elle connue par la Direction ?
Même question pour le Conseil d'Administration ?
3. Pour quelles raisons rien n'a été anticipé, afin que le personnel ne se retrouve pas dans cette situation de sous-effectif ?
4. A combien de jours de congés réels, les employés doivent-ils renoncer, afin d'assurer le service de transport aux habitantes et habitants de la Riviera ?

5. La Direction et le Conseil d'administration se rendent-ils compte que les chauffeurs sont des être humains comme les autres et qu'à force de ne pas pouvoir se reposer, il y a un risque accru d'accident et une mise en danger des usagers des VMCV ? En cas d'accident qui prendra ses responsabilités ? Quelle est la réglementation en vigueur dans la profession par rapport aux jours de congé ? La respecte-t-on dans la situation actuelle ?
6. Le Président du Conseil d'administration, Monsieur Blumenthal, agit-il selon la réputation qui le précède ? Je m'explique : Monsieur Blumenthal était Président du Conseil d'administration de la société de transport de Bâle-Ville : BVB et il a démissionné avec effet immédiat dans le courant de l'année 2017, suite à un rapport de la commission de gestion du Parlement cantonal bâlois.

Je cite les colonnes de la Tribune de Genève du 30 juin 2017 (pas si longtemps que cela) sur cette affaire :

« Autoritarisme

Le rapport reproche également à Paul Blumenthal sa façon « autoritaire » de diriger. L'ancien chef de la division voyageurs des CFF voulait imposer un programme d'économies aux BVB cinq fois plus drastique que ce que demandait le gouvernement. Il a ainsi détruit le climat de travail dans l'entreprise. »

7. A quel moment la situation va rentrer dans l'ordre et à quelle échéance des engagements nécessaires vont être effectués?

Je remercie la Municipalité pour ses réponses.

M. Caleb Walther Municipal

« Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs les Conseillères et Conseillers communaux, Mesdames, Messieurs, cher public, chers collègues, Madame l'interpellatrice.

Je vous remercie de m'avoir transmis vos questions en avance, ce qui m'a permis de vérifier les informations dans le détail.

En préambule, l'organisation d'une société anonyme avec des représentants des communes, donc nous sommes plusieurs communes à être représentées au conseil d'administration, mais également des spécialistes qui nous accompagnent pour faire le pendant entre les enjeux politiques, les enjeux en terme de prestations et également les notions de gestion d'une entreprise.

Plusieurs objets importants ont été assumés par les VMCV ces dernières années. Je note, par exemple, l'augmentation importante de l'offre qui avait été discutée au conseil communal, avec un développement sur Montreux et sur l'ensemble des communes desservies, c'était en décembre 2016. Egalement beaucoup de services spéciaux à réaliser pour le MVR ou encore plus pour les CFF, par rapport aux nombres de chantiers qu'ils ont eus.

D'autres dossiers, comme l'hôpital et l'accessibilité en trolleybus. Egalement des problèmes de maladie longue durée, qui font, qu'un ensemble d'éléments, on crée une situation qui pourrait être qualifiée de compliquée. Le conseil d'administration a dû s'investir plus, que la pratique usuelle, afin de pouvoir bien comprendre la situation et évaluer les solutions à apporter. Je précise que le conseil d'administration a toujours agi en ayant à cœur de défendre la société tout en considérant que le personnel qui la constitue est sa principale valeur.

Pour répondre à vos questions :

1. Je me permets de faire un petit, calendrier, en novembre de l'année dernière, le budget a été présenté au conseil d'administration avec une hausse, importante du déficit, alors qu'il n'y avait aucune nouvelle prestation pour les communes. Les besoins, par rapport à l'augmentation de ce déficit, n'ont pas été démontrés, le conseil d'administration a décidé de repousser sa décision et de mandater des administrateurs pour évaluer plus finement la situation. En décembre, le premier résultat de ces évaluations, a été présenté au conseil d'administration, c'est à ce moment-là que le constat, du nombre d'EPT était dépassé systématiquement par rapport au budget. Je parle, soyons précis, des EPT des chauffeurs mais il était malheureusement impossible d'obtenir des données précises et nécessaires pour l'évaluation des besoins à venir. Constatant que les éléments avancés par la direction n'étaient toujours pas suffisants à ce stade-là, le conseil d'administration a décidé de repousser sa décision. Evidemment nous n'étions pas dans le système à l'américaine ou quand le budget n'est pas encore validé il n'y a aucun sou, c'étaient simplement les montants et le fonctionnement usuel qui étaient validés. En janvier, le conseil d'administration a rencontré l'ensemble des cadres et présenté un message clair. Les éléments à ce stade-là, nous démontraient qu'il fallait engager plus de chauffeurs, la décision a été prise et transmise aux cadres. La communication qui a été faite par certains collaborateurs suite à cette séance : communication validée ni par la direction, ni par le conseil d'administration a induit de multiples incompréhensions. C'est ce qui a abouti, notamment, pour reprendre les éléments évoqués par Madame Gote, à l'article du 9 février. Vous constaterez de manière assez surprenante, qu'à cette date-là les décisions, par rapport aux engagements des chauffeurs ont déjà été prises et c'est pour cela que le 11 février, 2 jours après l'article que vous citez, un nouvel article, a permis de corriger les choses et de donner plus clairement les décisions prises par le conseil d'administration. Tout ça pour dire que la situation actuelle est relativement claire du côté du conseil d'administration. Nous avons validé un budget qui permet les engagements nécessaires pour avoir un nombre de chauffeurs suffisants. Par contre, il y a d'autres questions, qui pourraient être qualifiées de secondaires qui n'ont pas encore été validées dans le cadre du budget et devraient l'être de manière définitive en avril prochain.
2. Comme expliqué, les difficultés proviennent d'éléments relativement récents, en particulier la mise en place du nouvel horaire, soit en décembre 2016. C'est seulement au moment où les demandes, au niveau du budget 2018, des différents services ont été présentées au directeur que celui-ci était au courant de la situation de sous-effectif. Jusque-là une partie des problèmes en heures supplémentaires étaient imputables essentiellement à des maladies, notamment des maladies de longues durées. S'agissant de la même question pour le conseil d'administration c'est seulement au moment de recevoir le budget 2018, soit lors de sa séance de mi-novembre de l'année dernière que le conseil d'administration a été informé de la situation.
3. C'est une question difficile à savoir au niveau des personnes en charge de la supervision des horaires et du roulement. Néanmoins, il a été constaté, lorsque nous avons voulu en savoir plus pour évaluer les demandes supplémentaires en terme de charge, nous avons demandé les indicateurs, que l'équipe de direction n'était pas en mesure de nous fournir. Ces indicateurs auraient permis

d'évaluer les besoins et la bonne allocation des ressources en fonction des différents horaires et des différentes prestations à assurer.

4. Depuis décembre dernier un nouveau système, une nouvelle rotation horaire a été mise en place. Effectivement il a été demandé que chaque collaborateur renonce provisoirement à un jour de congé par mois. Cela n'exclut pas au cas par cas, que d'autres collaborateurs aient dû remplacer des personnes malades ou absentes, mais la demande, la spécificité qui date de décembre c'est uniquement de reporter la reprise d'heures sous forme d'une journée, à plus tard, cette situation a toujours été prévue comme étant transitoire. Comme je le disais ces jours de congé pourront être repris par l'ensemble des chauffeurs, une fois cette période terminée.
5. Oui, nous sommes particulièrement attentifs à cela. Nous respectons, à la fois la convention collective et l'ensemble des règlements.
En cas d'accident, il est difficile à dire, de manière générale un accident est analysé au cas par cas.
Concernant le cadre réglementaire, c'est la (LDT) loi fédérale sur le travail des entreprises de transports publiques, accompagné d'une ordonnance, qui fixe complètement le cadre et à tout moment, y compris sur période de transition, cette loi et son ordonnance sont respectées au sein des VMCV. Je crois qu'il est important de le préciser, nous ne sommes pas dans une situation où nous serions sortis du cadre légal, avec un danger notamment en terme de sécurité supplémentaire.
6. Non, en tout cas pas à mon appréciation et à celle du conseil d'administration. Ce que je tiens à dire c'est que notre président agit en fonction des décisions, des directives prises par le conseil d'administration et que l'ensemble des dernières décisions, par rapport à ce que l'on discute maintenant, ont été prises à l'unanimité du conseil d'administration. Aussi bien les représentants publics que les représentants privés.
Concernant la remise en ordre de la situation et les engagements, comme écrit dans la presse notamment dans l'article du 11 février, les engagements sont déjà en cours. Evidemment que certains prennent du temps, il y a des personnes qu'il faut former. Les engagements sont déjà en cours et la situation transitoire actuelle devrait se terminer d'ici Pâques, probablement même avant.
Par rapport à votre vœu, demandant que le conseil soit renseigné plus régulièrement, la Municipalité prend note de votre souhait tout en constatant que l'organisation en société anonyme soumet la Municipalité à certains devoirs. En particulier en administrateur, en l'occurrence moi, l'obligation de respecter le secret professionnel c'est toujours un peu compliqué, entre les éléments qui concernent du personnel, les éléments qui concernent l'entreprise avec le secret professionnel. De savoir ce qui peut être ou non communiqué et de manière usuelle je vous rappelle que chaque année il y a un rapport d'activités qui est rédigé et que celui-ci est publique. C'est cela qui fait office de communication officielle. Maintenant, nous prenons note de ce vœu et nous verrons dans quelle mesure il est possible de communiquer.
J'espère ainsi avoir répondu à Mme Gote. »

Mme Irina Gote

« Madame la Présidente, je remercie Monsieur le Municipal pour ces réponses détaillées. C'est vrai que je salue l'augmentation de l'offre et tous les différents développements des VMCV, c'est clair qu'il y a pas mal de challenges en ce moment, notamment avec la mise en route de l'hôpital Riviera. Cela fait beaucoup de contraintes pour une entreprise de transports, mais en même temps, il aurait, à mon sens, fallu anticiper les soucis de gestion de personnel, mais en tout cas je remercie M. le Municipal pour ses réponses. »

M. Christophe Privet

« Madame la Présidente, j'étais intervenu dans le cadre de différentes discussions qui ont eu lieu sur les réseaux sociaux, par rapport aux VMCV. J'ai pris note des réponses données par M. le Municipal Walther. Je m'étonne qu'il soit dit ce soir qu'il a été difficile d'anticiper les décisions. Il ne me semble pas que l'hôpital Riviera vient de tomber du ciel, la semaine dernière. Il me semble que cela fait depuis, sauf erreur, une dizaine d'années qu'il est question de ce projet. Il est en cours de construction depuis plusieurs années, la problématique de l'allongement de la ligne jusqu'à ce dernier est connue. Les décisions de notre propre conseil, pour augmenter le nombre de lignes, a pris un certain temps. Là aussi j'imagine que nos décisions politiques étant lentes, elles permettent aux autres personnes de pouvoir se préparer. J'ai pris note que vous avez fait un article rectificatif, cependant je constate que les chauffeurs ont un brassard rouge pour faire part de « leur satisfaction », je ne sais pas qui, dans cette affaire, dit quoi.

Ce que je constate c'est que le personnel en lieu et place de nous faire une grève, a un brassard rouge. Je note, et ce sont vos propos, que l'équipe de direction a été incapable d'anticiper certains types de problèmes. Que vous soutenez avec vigueur votre Président du Conseil d'Administration, comme l'a relevé très justement Mme Gote, « est quelque peu ou a été quelque peu sulfureux dans son passage précédent ». Je ne vous pose qu'une seule et unique question en regard des problèmes que nous connaissons aujourd'hui avec les VMCV, qui se réduit en définitive à devoir augmenter quelques EPT. Avez-vous envisagé de réduire les jetons de présence du Conseil d'Administration ? Avez-vous envisagé de supprimer certaines primes à la direction ? Avez-vous envisagé de réduire le nombre d'experts qui vous entourent alors que des jetons de présence vous sont versés pour faire ce travail et ainsi dégager les liquidités nécessaires pour augmenter le nombre d'EPT qui vous est demandé par le personnel.

Merci Monsieur le Municipal. »

M. Caleb Walther Municipal

« Je vous remercie M. Privet d'avoir pris beaucoup de notes, par rapport à mes propos et de m'avoir écouté.

Certaines informations, au niveau des primes du directeur de l'équipe de direction, je ne peux pas en faire mention ce soir devant votre assemblée. Je peux vous dire que non, nous n'avons pas décidé de faire évoluer les jetons de présences des administrateurs de cette société. Nous avons également constaté, par exemple, au niveau financier, par rapport à vos soucis d'un appel important à des heures supplémentaires, qu'il était également possible d'engager plus de chauffeurs avec une masse salariale constante. Sur votre critique par rapport à l'anticipation, c'est facile de dire tout ce qu'il aurait fallu faire.

Maintenant que cela fait quelques années qu'il est prévu de construire cet hôpital, nous ne savons toujours pas comment y accéder, cela fait quelques années qu'il y a des enjeux par rapport à cela. Il y a, comme vous le savez, une décision qui est attendue du côté de Villeneuve qui a des impacts très importants. Il y avait aussi une question de 'comment est-ce que l'on va accéder du fait qu'il n'y a pas de ligne aérienne ?' et c'est le printemps dernier que nous avons commencé à avoir des pistes par rapport à des systèmes qui nous permettraient de relier Villeneuve à l'hôpital via des systèmes électriques. Il y a beaucoup de choses qui évoluent et je tiens à préciser ici, car j'ai peut-être été peu clair : ce n'est pas l'hôpital qui a créé la situation actuelle, c'est un enchaînement de projets compliqués et l'incapacité à fournir des indicateurs clairs qui permettent de dire le nombre de chauffeurs dont nous avons besoin par rapport aux horaires actuels. Evidemment que, quand vous avez voté ici l'augmentation de l'offre, ce dont je me réjouis aussi, nous avons des projections financières mais après, la société, doit complètement s'adapter en fonction des horaires, des demandes qui sont faites tôt le matin, tard le soir avec des périodes hautes et basses. C'est relativement compliqué et, en l'occurrence, encore une fois nous n'avons pas été, au niveau du conseil d'administration nantis d'éléments suffisamment clairs qui nous permettaient de dire « voilà l'enveloppe qu'il faut octroyer en nombre d'EPT ». Ce travail-là est en cours, le besoin a été évalué et les engagements faits. Ce n'est pas parce qu'il y a la volonté de prévoir plus de bus, qu'il y a la construction d'un hôpital, que nous possédons l'ensemble des éléments par rapport à la complexité de gestion d'une équipe de bientôt 120 chauffeurs. Je vous remercie. »

Interpellation

Fondation Apollo, sommes-nous sur la bonne orbite ?

M. Tal Luder

Madame la présidente, Chères et chers collègues, Madame la Municipale,
Le 9 avril 2014, notre Conseil communal acceptait avec enthousiasme le préavis 02/2014 relatif à la signature d'un contrat de prestations générales avec la Fondation Apollo, portant sur le logement de transition et le logement communautaire pour un montant annuel de CHF 150'000.- dont l'objectif était de permettre aux personnes qui peinent à se loger, que ce soit par des problèmes de comportement ou d'endettement, de trouver ou conserver un logement, voire de s'y maintenir en cas de risque d'expulsion.

La fondation Apollo signe des baux, assortis d'un contrat d'une durée de 2 ans renouvelables, veille à ce que le loyer soit payé et assure le suivi social des locataires ; ces derniers s'engagent à tout mettre en œuvre pour résoudre les difficultés (comportement, endettement, etc.) qui les empêchent de prétendre par eux-mêmes à un logement. À terme, ils doivent tendre vers l'autonomie et susciter la confiance des gérances et des propriétaires afin que le bail passe à leur nom. S'ils ne respectent pas les règles fixées, ils devront quitter leur habitation.

Enfin, il était précisé dans le préavis que le montant forfaitaire de CHF 150'000.- octroyé par notre ville sera réduit de CHF 40'000.- en regard de la subvention cantonale accordée à la fondation Apollo.

Le montant de la subvention annuelle serait ainsi réduit à CHF 110'000.-, le préavis précise aussi que le forfait sera réévalué tous les deux ans afin de l'adapter si besoin en est par la Fondation

Apollo selon le nombre de demandes traitées ou si la Commune elle-même souhaitait des modifications.

Notons que en aucun cas la Municipalité n'a désiré avoir un contrôle sur le mode de fonctionnement de la Fondation et que de facto, elle n'est pas représentée au sein de son Conseil.

Lors de la lecture du rapport de la commission de gestion de l'année 2017, j'ai été surpris en ce qui concerne le chapitre consacré à la fondation Apollo vu qu'aucun chiffre ou résultat probant ne figure dans le rapport. Il est juste rappelé la mission de cette dernière, sans autres éléments.

Après quelques recherches, j'ai péniblement trouvé quelques éléments qui soulèvent les questions suivantes :

1. Combien de Montreusien-ne-s bénéficient-ils à ce jour de baux à loyer garantis par la Fondation Apollo ?
2. La subvention a-t-elle été réévaluée à la hausse ou à la baisse après les deux premières années en référence à la question n° 1 ?
3. Comment expliquer que la fondation Apollo, procède depuis plusieurs années à la mise en location de bureaux partagés en concurrence avec les régies professionnelles, alors que cette mission ne figure pas dans ses statuts ?
4. Le Président de ladite Fondation étant le directeur et propriétaire d'une société proposant à des clients privés la location de bureaux partagés dans les locaux d'Apollo, ne met-il pas par la proximité de cette activité la Fondation en porte-à-faux avec son but ?
5. La Municipalité n'envisage-t-elle pas de se faire représenter au sein de la fondation Apollo vu l'importance de la subvention montreusienne ?

Je remercie la Municipalité pour la réponse écrite qu'elle voudra bien me donner.

Mme Jacqueline Pellet Municipale

« Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs, effectivement une réponse écrite sera apportée à l'interpellateur. »

M. Alexandre Staeger

« Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs, je voulais brièvement m'exprimer suite à la transmission de la réponse écrite à mon interpellation sur la possible application du règlement européen de protection des données à la commune de Montreux.

Je remercie la Municipalité de sa réponse. Selon moi, à notre niveau, il convient avant tout de s'interroger sur la question de savoir dans quelle mesure, nos autorités communales sont susceptibles d'entrer dans le champ d'applications du RGPD. Je rejoins la Municipalité lorsque celle-ci estime que le RGPD va constituer le nouveau standard en matière de protection des données. De telle sorte que la Confédération, les Cantons, les Communes et les entreprises de notre pays devront s'y soumettre de toute manière, ne serait-ce que par la nécessaire adaptation de notre droit interne. Je me permets toutefois de préciser, en lien avec la réponse à la question 3, la question n'est pas de savoir si les biens ou services sont livrés dans l'union européenne mais de savoir si une offre, en relation avec la livraison de biens ou de services de la commune intervient vis-à-vis du public européen.

Quant à cette question j'estime que la Municipalité est la plus à même de savoir quelles données sont traitées par notre administration et quelles sont les activités de cette dernière. Au demeurant, il serait fort intéressant de voir comment les autorités de l'Union Européenne entendent faire appliquer et exécuter un texte de droit

européen à une collectivité située dans un état tiers, si tel est véritablement la volonté desdites autorités. Enfin j'espère que la commune procédera à l'analyse de la conformité de ces traitements de données en temps utiles, étant précisé que le délai annoncé dans la réponse, à la fin de l'année 2018 pour l'entrée en vigueur des révisions, non seulement du droit fédéral mais également du droit cantonal, puisque le canton attend que Berne ait fini son travail, pour commencer le sien. Il me semble totalement irréaliste, vu que la commission chargée de l'étude du projet au niveau de la confédération a décidé de scinder ce dernier en deux parties. Entre l'intérêt de partir trop vite en besogne et celui de ne pas s'y prendre trop tard, l'important est me semble-il de trouver un équilibre. »

Mme la Présidente

« Je rappelle aux motionnaires, aux postulants et interpellateurs de bien vouloir envoyer leurs textes à la secrétaire afin qu'elle puisse rédiger le PV. »

11. AUTRES OBJET S'IL Y A LIEU

Mme la Présidente

« Pour ma part je rappelle que les cartes sont à rapporter à M. l'huissier, apparemment 5 cartes sont en prêt. Les conseillers sont priés de prendre l'enveloppe qu'ils reçoivent. En effet, les ordres du jour qui sont à l'entrée sont prévus pour le public. Je vous prie également de reprendre vos bouteilles PET et de les déposer à l'endroit prévu pour.

Des bons de réductions pour Arvinis sont à votre disposition à l'extérieur de la salle, vous pouvez en prendre deux maximums par personne. Je vous souhaite une bonne soirée et une bonne Pâques. »

Il est 21h 39, Mme la Présidente Catherine Buchet lève la séance.

La prochaine séance aura lieu le mercredi 25 avril 2018, à 20h00 au Collège de Montreux-Est.

CONSEIL COMMUNAL DE MONTREUX

La Présidente :

La secrétaire suppléante:

Catherine Buchet

Céline Morier